



Rapport d'activité 2012 / 2013

PROJETS

▲ Lancement du réseau francophone autour des biens communs

Vecam s'est impliqué depuis 2005 dans la construction d'un mouvement autour des biens communs, en facilitant le rapprochement d'acteurs qui oeuvrent dans des champs différents (semences, logiciel libre, savoirs...). En 2010, Vecam a participé à la première rencontre internationale des Commoners, à Berlin. Puis en 2011, VECAM a contribué à nourrir la réflexion sur les biens communs au sein des réseaux d'Economie sociale et solidaire, notamment en participant, et en permettant la participation de David Bollier, aux Rencontres du Mont Blanc (Novembre 2011).

En 2012, il a été proposé de renforcer une dynamique francophone autour des biens communs. Une rencontre de lancement s'est tenue en septembre 2012, qui a permis d'identifier un certain nombre d'acteurs intéressés par cette dynamique et de proposer des chantiers communs. C'est cette initiative qui débouchera en octobre 2013 sur le festival "villes en biens communs" inspiré de Brest en biens communs.

Ce réseau reste dominé par des acteurs du numérique mais s'ouvre progressivement à d'autres mouvements, évolution que nous nous proposons d'encourager.

Le suivi des réunions du réseau francophone est disponible à

<https://framapad.org/RgVesFw5dR>

L'appel pour la constitution d'un réseau francophone autour des Biens Communs a été proposé par l'Association VECAM comme point de départ pour contribuer à un large mouvement en faveur de l'élargissement des biens communs.

<http://vecam.org/article1255.html>

▲ Remix the commons

VECAM est l'un des partenaires du projet Remix Biens communs (remix the commons) depuis 2010 (conférence de Berlin). En 2012, année de développement du projet, VECAM a contribué à la réflexion sur la dimension juridique de la plateforme et a conduit un projet de production vidéo sur les droits des communs autour du processus de négociation internationale de Rio + 20.

Remix the commons consiste à concevoir et mettre en place un espace interculturel de partage, de co-création et de remix sur les biens communs qui appuie les projets de production médiatique, d'animation et de diffusion sur les biens communs. Il permet aussi d'expérimenter

des formes de collaboration autour des documents médiatiques, telles que : partage, annotation, transcription, traduction et naturellement remix et mashup.

Remix Biens Communs s'adresse à tous :

- ^ aux militants/activistes et curieux des biens communs de découvrir, créer et partager des documents sur les biens communs.
- ^ aux organismes pour de créer et faire vivre leurs propres collections/bibliothèques/espaces de ressource sur les biens communs, dans leur site web et de faire connaître leurs productions multimédias sur les biens communs.
- ^ Au mouvement des biens communs pour développer une ressource commune pour promouvoir l'idée et les pratiques des biens communs.

Le site web <http://remixthecommons.org> propose un fond de documents réalisés depuis 2009 et un prototype de catalogue (métadonnées) de documents sur les biens communs. Il sert aussi d'espace collaboratif des projets de production médiatiques en cours.

La collection de Remix the commons est composée de plus de 120 documents et de leurs rushes en cours d'indexation réalisés depuis 2009 dans des événements sur les biens communs.

Le catalogue est libre, collaboratif et interculturel. Son format est très proche du standard de classification Dublin Core. Il offre en plus la possibilité de classer les documents par « type de biens communs » (classification inspirée des travaux de C. Hess) et par enjeux pour le mouvement des communs. Ces deux classifications feront l'objet d'un travail de révision périodique avec la communauté des utilisateurs. Elles constituent (avec la collection de Remix The Commons) l'une des ressources essentielles du projet.

Les projets de productions supportés par Remix The Commons consistent en des événements d'animation ou des productions médiatiques qui font connaître les biens communs. Les projets mobilisent des ressources de *Remix Biens Communs* et en créer de nouvelles, le tout dans une perspective de remix et de biens communs.

Remix biens communs est aussi un bien commun. Le code est ouvert, les données sont innapropriables et la gouvernance collective.

Les outils, les processus développés et la documentation de Remix Biens Communs sont basés sur des logiciels et des technologies libres et placés sous licences copyleft.

Les données sur les documents (catalogue de Remix Biens Communs) composent une œuvre collective et collaborative « inappropriable » placée sous licence Creative Commons BY SA afin que chaque contributeur soit bien titulaire d'un droit sur ses apports (modèle de wikipédia). Les documents décrits et mis en partage par Remix Biens Communs sont la propriété de leurs auteurs et restent placés sous le régime de propriété intellectuelle qu'ils ont choisi.

La gouvernance du projet est collective et collaborative. Elle est de type horizontal. Les décisions et les orientations de Remix Biens Communs sont prises par les utilisateurs qui souhaitent être membres du collectif Remix Biens Communs.

Développements à venir

A moyen terme, le projet Remix Biens Communs contribuera à développer de nouvelles formes de partage et de collaboration autour des documents sur les biens communs tels que les productions distribuées.

Remix Biens Communs proposera un espace de stockage des documents sous licence libre (via archive.org / Kultura) et différents modes d'accès aux documents distribués géographiquement, une indexation commune des documents dans les différents sites de référence sur les biens communs qui permettra un accès de faciliter le partage et la collaboration autour de ces documents.

Finalement, Remix Biens Communs permettra ainsi de développer la visibilité des documents sur les biens communs et la connaissance et la culture des biens communs, la fréquentation des sites web sur les biens communs, et leur interaction pour créer de nouvelles ressources culturelles, pédagogiques et techniques et les échanges et les coopérations au sein du mouvement des communs

▲ Réseaux citoyens / Mur mitoyen

Le projet Réseaux Citoyens / Mur mitoyen est une initiative qui s'inscrit dans la logique de réflexion et d'action de VECAM sur les pratiques de coopération outillées par les TIC. Nous partons du constat que les usages des TIC se sont largement répandus, mais qu'il n'est pas toujours aisé de mettre en place des processus de coopération au service du projet de son organisation culturelle, sociale et citoyennes. L'appropriation d'outils numériques et le développement de pratiques collaboratives réclame toujours un processus d'accompagnement et d'intéressement très important avant de développer de véritables comportements collaboratifs. Aussi l'initiative portée par VECAM vise-t-elle à explorer en pratique et encourager des démarches qui permettent d'outiller des processus de coopération en prenant en compte les différentes facettes de cette problématique.

Le projet Réseaux Citoyens / Mur mitoyen aborde cette problématique de manière active et pratique, à partir d'une difficulté largement partagée par le milieu, à savoir le partage et la circulation de l'information sur les événements organisés ou soutenus par les acteurs associatifs, culturels et citoyens au sens large. En effet, alors que l'information événementielle pourrait constituer une donnée ouverte partageable et relativement facile à faire circuler, de nombreuses organisations rencontrent des difficultés pour communiquer sur leurs événements. En plus des bulletins papier et électroniques ainsi que de la publication dans les médias traditionnels et numériques (journaux, Facebook, Twitter, Eventbrite, ...), elles se dotent généralement d'un calendrier sur leur propre site web. De façon générale, cette approche s'avère limitée sur plusieurs aspects :

- Le manque d'interopérabilité entre les plateformes et les médias permet rarement de faire circuler l'information;
- L'ergonomie et le design des sites Internet, peu adaptés à une information dédiée aux événements, rendent souvent difficile la consultation de ces informations;
- La logique économique des médias, qui cherchent à capter les utilisateurs, privatise les données et empêche la création de chaînes de valeurs basées sur le partage des informations à l'échelle d'une ville, d'une communauté d'intérêt.
- L'absence de formats et de standards oblige à redoubler d'efforts pour diffuser les informations sur les plateformes externes aux moyens de communication des organisateurs.

Notre approche consiste à proposer aux acteurs des réseaux associatifs et militants franciliens de participer à un projet pilote dont l'objet est d'expérimenter des solutions, en vraie grandeur, à cette problématique et de s'appuyer sur cette expérience pour nourrir une réflexion et renforcer les compétences et savoirs faire au sein des organisations.

Au cours de l'année 2012 VECAM en partenariat avec Gazibo et Espaces Temps

- ^ à réalisé une étude des usages et des pratiques de diffusion de l'information sur les événements publics par les organisations culturelles, citoyennes et scientifiques en Ile de France
- ^ définit un pilote sur le partage et la diffusion de l'information sur les événements associatifs
- ^ conçu et mis en oeuvre une série de rencontres
- ^ Béta testé la plateforme web basée sur Mur mitoyen en animant le calendrier des biens communs.

^ **Rio + 20 et droits et biens communs**

Fred et Hervé étaient présents à RIO+20. Ceci a permis des interventions publiques, notamment en liaison avec le Forum mondial Sciences & démocratie et une intervention en duplex avec L'Association Les petits débrouillard dans les Vosges, dans le panel organisée par l'association des rencontres du Mont Blanc dans l'enceinte du Sommet.

Mais nous avons profité de cet événement pour renforcer des liens avec des mouvements sociaux (participation à une rencontre pour trouver des initiatives post-FSM ; discussions avec la Henrich Boll Foundation et la FPH en préparation de Berlin 2013 ; maintien du contact avec l'Association 4D (qui pilotait le réseau français autour de RIO+20), organisation d'une rencontre entre les acteurs d'économie sociale et solidaire et le Commons Stratégies Group sur les passerelles à construire entre biens communs et ESS.

Le bilan de la négociation politique elle-même est complexe. C'est à la fois un recul du point de vue de l'environnement, car l'extractivisme et le développement "à l'ancienne" ont eu la primeur, mais également la sanction d'un nouveau rapport de force mondial, avec l'installation des émergents (notamment Chine et Brésil) comme pilotes de la diplomatie mondiale. Le nouveau type de relation au sein du G77, qui permet à ces émergents de s'assurer le soutien des pays pauvres (auxquels ils sont les seuls à pouvoir promettre des financements) est également une donnée à prendre en compte dans nos approches futures (notamment à discuter avec nos relations en Afrique).

Le Sommet des Peuples a longuement abordé la question des biens communs, mais avec un sens plutôt limité aux "communs globaux" (l'eau, l'océan, l'atmosphère, la biodiversité,...).

Rio+20 (le sommet et la préparation à Porto Alegre) a aussi été l'occasion d'explorer la possibilité de penser du droit basé sur les biens communs. Un texte rédigé dans le cadre de la préparation du Sommet des peuples de Rio+20, s'inspire de deux sources : les droits à la communication, pour lesquels les activistes de la communication se sont engagés depuis les années 60, pour la hiérarchie et la catégorisation des droits des biens communs, l'expérience

des droits culturels économiques et sociaux et de la bataille perpétuelle pour faire reconnaître aux Etats et aux firmes leurs obligations vis à vis des populations concernées par les effets de leurs activités, pour la description des processus de mise en oeuvre des droits des biens communs. Plus de 15 interviews ont été réalisées au cours du sommet des peuples à Rio et peuvent être trouvées sur la plateforme Remix the commons.

▲ **Reprise des ventes de Libres Savoirs**

Signe de l'intérêt de plus en plus grand porté à la question des communs, le livre Libres Savoirs, coordonné par Vecam et paru en 2011 chez C&F éditions connaît depuis quelques mois une reprise des ventes. Il s'agit en fait d'un des rares livres français à traiter de la question.

EVENEMENTS

▲ **Forum Social de Porto Alegre (février 2012)**

VECAM a participé au FSPA, étape de préparation sur le chemin du sommet des peuples de Rio+20. A cette occasion, un cycle d'ateliers portait sur les biens communs. Ce cycle était co-animé par Silke Helfrich et Frédéric Sultan. C'est lors de cette rencontre que la campagne non à la green économie a été lancée.

▲ **Table ronde Empowerment et TIC (15 février 2012)**

Dans le cadre du séminaire "Sciences sociales du web" (W2S) de la Social Media Week, VECAM a participé au débat à La Cantine le mercredi 15 février 2012 portant sur l'empowerment.

Réunissant chercheurs et acteurs du web social, cette table-ronde voulait éclairer le contexte social et politique dans lequel la notion d'empowerment a pris forme et se pratique aux Etats-Unis avant de se diffuser dans le discours des politiques publiques européennes. C'est en revenant aux sources de l'empowerment que nous proposerons de réfléchir aux relations entre nouvelles technologies et inégalités sociales et culturelles. Car si, appliqué au monde de l'Internet, le thème de l'empowerment revendique l'affirmation des capacités expressives, revendicatives et cognitives des internautes, on questionne peu la philosophie sociale de l'empowerment, ni la sociographie des bénéficiaires de ces effets. La table-ronde a réuni Marie-Hélène Bacqué (Paris X-Nanterre), Elisabeth Le Faucheur Joncour (@Brest), Frédéric Sultan (Vecam), Jacques-François Marchandise (FING). Elle était animée par Valérie Peugeot (Orange Labs/Vecam).

▲ **VECAM à l'Université d'été de la solidarité internationale - Lyon du 4 au 7 juillet**

Vecam a organisé le module de formation "Formes d'actions citoyenne au niveau local : quelles articulations possible ?" avec Réseau F-FSL, Colibris, Mapic, Récit, Ripess Europe, Sel'idaire, avec la participation de : les collectifs locaux et régionaux associés au CRID, des Indignés, Dialogues en Humanité, collectif Richesses, Villes en transition...Ce module visait à présenter différentes formes et initiatives d'échange et d'action citoyennes au niveau du local, puis à travailler à des articulations possibles (en local et au delà) en vue de constituer une société civile porteuse d'alternatives. Préparation du module (plusieurs séances de travail en collectif sur skype), participation au module, présentation de nos actions dans la seconde session où l'on a présenté notamment des projets comme Remix the commons en insistant sur l'apport des TIC dans la mise en oeuvre de pratiques collaboratives et participatives afin de

relier et de mettre en cohérence des initiatives distantes au plan international. Résultats très stimulants (bonne participation et contenu intéressant)

http://www.universite-si.org/spip.php?page=module&id_module=10

Compte rendu vidéo : <http://openfsm.net/projects/facil/facil-video-module>

^ **Confrontations Europe (mardi 11 septembre 2012)**

Dans la suite des échanges entre "commoners" et économie sociale (rencontres du mont blanc 2011, Rio+20) s'est déroulé à Confrontations Europe, une rencontre sur les biens communs et les services d'intérêt général. Cette rencontre visait à explorer les pistes de travail à développer en commun afin de nourrir les croisements entre ces deux secteurs.

^ **Deep Dive du 31 novembre au 3 décembre**

Phase préparatoire de la conférence de Berlin 2013, les deep dive ont été une plongée au cœur des pratiques des « commoners » à partir de leur diversité culturelle et géographique. L'objectif de ce processus était d'ouvrir de nouvelles perspectives dans le domaine de l'économie politique en explorant comment une « économie des biens communs » peut devenir un système en soi, fonctionnel et qui renforcera les communautés et les réseaux. En effet, la prolifération des modèles de gouvernance basés sur les biens communs (ressources naturelles, monde digital, initiatives citoyennes...) confirme l'émergence d'un secteur des communs mais montre aussi la nécessité d'y consacrer des études et recherches approfondies.

Les rencontres Deep dive se présentaient donc tout à la fois comme un processus d'investigation et de mise en liens des différents acteurs sur le terrain de l'économie des biens communs, dont le but était de comprendre comment fonctionnent les différents types de gouvernance collective (échanges et coopérations), leur inscription dans le droit ou la jurisprudence (licences, reconnaissance de gestion partagée,...), et comment ils parviennent à générer des bénéfices sociaux, écologiques non quantifiables par les outils économiques classiques.

Programme co-financé par la FPH et la Fondation Heinrich Böll, piloté par le Commons Strategy Group (David Bollier, Silke Hellfrich, Michel Bauwens) et Remix the Commons (Frédéric Sultan).

^ **3 décembre FPH : présentation de la conférence de Berlin.**

Le lundi 3 décembre dans les locaux de la FPH, 38 rue St Sabin, à Paris s'est déroulée une présentation des discussions du Deep dive (phase préparatoire de la conférence de Berlin) et de la conférence elle-même. Cette rencontre qui a rassemblé environ 70 personnes, visait à nourrir la réflexion commune des acteurs engagés pour soutenir la transition sociale et écologique, en particulier dans l'espace français et francophone.

Cette rencontre a été l'occasion de partager et d'approfondir les réflexions sur les alternatives aux modèles économiques classiques et aux modes de gouvernance fondés sur le duopole Etat/marché. Face aux crises économique, sociale et écologique, nous sommes nombreux à penser que les « biens communs » représentent une des voies vers une autre économie, et qu'il faut aujourd'hui documenter des expériences réussies, tirer les leçons des échecs, nourrir des propositions opérationnelles et inspirer des choix politiques nouveaux. L'enjeu est bien de passer des « niches » développées avec succès dans certains secteurs – comme

l'économie numérique – aux modes de production des biens et services fondés sur les principes des biens communs.